

NOTRE PRIME.

"AU PIED DE LA CROIX."

Gravé par A. DANSE, d'après le Tableau du célèbre Peintre THOMAS.

Cette superbe gravure, chef-d'œuvre artistique et religieux, est prête à être distribuée à ceux de nos abonnés qui se trouvent dans une des catégories suivantes :

1o. Ceux qui auront payé leur abonnement courant, pourvu que le terme pour lequel ils auront payé renferme les trois premiers mois de l'année prochaine.

2o. Ceux dont l'abonnement expire le, ou avant le 1er Janvier prochain, et qui le renouvelleront, en payant le terme courant et les six mois suivants, d'avance.

3o. Enfin les nouveaux abonnés qui donneront leurs noms d'ici au 1er Janvier, et paieront pour six mois en s'abonnant.

N. B.—Les nouveaux abonnés peuvent faire leur abonnement soit du 1er Mai dernier (numéro dans lequel commence le roman de l'Intendant Bigot, et dans ce cas, ils devront payer un an d'abonnement), soit du 1er Janvier prochain.

Ces conditions que nous mettons à la distribution de notre PRIME paraîtront justes et raisonnables à tous nos abonnés, lorsqu'ils auront vu cette gravure. Rien de semblable n'a jamais été publié jusqu'à ce jour en Amérique, et personne ne peut en acheter une copie nulle part à moins de CINQ DOLLARS. C'est le prix de la gravure que nous donnons aux abonnés de l'Opinion Publique. Nous n'en dirons pas davantage.—Voyez la gravure et jugez-en par vous-mêmes. Nos agents l'ont maintenant reçue pour les abonnés de leur districts respectifs. Ceux de nos abonnés qui résident dans des endroits où nous n'avons pas d'agent, recevront par la poste, en se conformant aux conditions susdites, leur gravure, soigneusement roulée sur un bois, et les frais de poste payés.

Montréal, 26 Octobre 1871.

L'OPINION PUBLIQUE.

JEUDI, 4 JANVIER 1872.

1871.

"Une des grandes maladies de notre époque, maladie dont on voit les symptômes dans tous les partis, est cette impatience qui souvent se change en fureur, et qui n'est qu'un triste résultat du défaut de morale. On veut jouir à l'instant; on ne sait point, comme le sage, mettre son bonheur à travailler pour les générations à venir. On est assez ignorant pour croire que le travail éphémère de l'homme peut suppléer au long travail du temps. A cette ignorance se joint la vanité; on promet tout pour cette petite passion. On rougirait d'hésiter, de réfléchir; et l'on aime mieux hasarder les intérêts les plus chers que de paraître craindre un danger." Ces profondes paroles écrites pour la France de 1825, s'adressent encore avec plus de vérité à cette pauvre France de 1871. Que de maux sa légèreté, sa vanité, son orgueil, son absence de morale et de la religion ont accumulés sur sa tête depuis le 16 juillet 1870 au 10 mai 1871, date de la signature du Traité de Francfort!

Oui, il fut triste le premier jour de l'an 1871 pour la France et tous ceux qui l'aiment. Elle avait été partout battue et massacrée: Strasbourg, Metz, Thionville, Mézières, Orléans, Amiens, Rouen avaient succombé. Paris était assiégé par les Prussiens et la famine. Pourtant, le génie de Moltke et de Bismark, l'hydre révolutionnaire lui réservaient encore quelque chose de pire. Chanzy, Faidherbe et Bourbaki, malgré d'héroïques efforts pour percer les lignes prussiennes et voler au secours de Paris, sont écrasés et leurs armées dispersées et faites prisonnières par les colonnes sans cesse grossissantes de Guillaume. C'est en vain que Vinoy et Trochu essaient de faire des trouées à travers les assiégeants. La grande cité du bel esprit et de la corruption est condamnée et elle entraîne dans sa chute le reste de la France. Elle capitule et se rend sans condition le 24 janvier. La capitulation est suivie d'un armistice de 15 jours—prolongée plus tard—afin de laisser à la France le temps d'élire une assemblée représentative pour décider de la paix ou de la guerre.

Les préliminaires, acceptés par l'assemblée le 23 février, deviennent Traité le 10 mai; à force de supplications et d'interventions amies, la France obtient des termes un peu meilleurs. Elle garde toute sa marine et toutes ses colonies, une partie de la Lorraine et l'indemnité est réduite de cinq milliards à quatre milliards et demi. C'est déjà énorme et la France ne se relèvera que par un miracle.

Pendant que Thiers et l'assemblée travaillent à obtenir des conditions moins draconiennes et à réorganiser la France, les socialistes et les communistes de Paris font leur possible pour déshonorer la France et l'humanité. La postérité refusera de croire que des Français ont pu, pendant l'agonie de leur mère, tourner leurs armes contre elle afin d'aider à la Prusse à compléter l'assassinat. Ces monstres à face humaine, qui fuyaient devant l'ennemi,

qu'ils avaient ni pu ni voulu sauver la France, ne voulaient pas qu'elle fut sauvée par d'autres. Chacun se rappelle encore les forfaits de cette bande de brigands, qui ne surent trouver du courage que contre des Français: meurtre et massacre des généraux Lecompte et Thomas, de l'Archevêque de Paris, des otages, de citoyens inoffensifs; pillages et destruction des résidences privées, des édifices et des monuments publics. Ils ont imposé à Paris un nouveau siège et un avant-goût de toutes les horreurs de '93. Il a fallu que la France reconquit Paris.

Il y a eu, dans ces ignobles rapsodies du règne de la terreur, quelque chose de presque aussi triste, d'aussi lamentable que les crimes commis: c'est la lâcheté des honnêtes gens. Paris comptait deux millions d'âmes et une poignée de scélérats lui a fait la loi et a tenu la France en échec pendant deux mois!!! Il a bien eu raison celui qui a dit que la canaille n'avait monté sur le dos des honnêtes gens que parce que les honnêtes gens se tenaient à plat ventre. La France serait longtemps sans reprendre sa place si elle n'avait pour l'aider que des honnêtes gens aussi courageux que ceux de Paris.

Depuis ces événements, la France a un peu respiré: elle a déjà payé à Bismark deux milliards: son armée se refait et elle pense sérieusement à sa revanche. Prend-elle le bon chemin pour arriver là? C'est difficile de répondre affirmativement. Son régime politique provisoire, qui ouvre la porte à toutes les ambitions et à tous les coups de main, pouvait suffire pour la nécessité qui l'avait provoqué; mais à mesure que la position se régularisera; que le pays, libéré de l'indemnité et de l'occupation étrangère, commencera à penser aux moyens de trouver de nouvelles et plus solides assises, on découvrira de plus en plus la fragilité d'un système qui ne s'appuie sur aucun principe, qui n'offre pas de garantie de durée, qui n'est toléré que comme un expédient temporaire et une trêve à la guerre des partis.

Nous nous sommes arrêté longtemps sur les malheurs de la France et sa position actuelle: c'est bien le plus grand événement de l'année et l'un des plus considérables du siècle. Dans le reste de l'Europe, rien de bien saillant à enregistrer durant l'année.

Victor-Emmanuel a consacré la spoliation des Etats du Pape, il s'est définitivement installé à Rome et il y vient d'ouvrir son parlement.

La Russie arme, l'Autriche se recueille et change de ministres pour plaire tantôt à la Prusse, tantôt à la Russie; la Prusse tient l'arme au bras pour empêcher la France de "reprendre sa revanche." L'Angleterre elle-même a réorganisé son armée et augmente sa marine pour se trouver prête à toute éventualité. Elle a aboli "l'achat des commissions" et introduit le système de la promotion par le mérite.

Deux plaies rongent l'Europe: l'Internationale et les armements ruineux; la force en bas et la force en haut; la misère et la violence en bas—le socialisme, la lutte fraternelle; l'ambition et la violence en haut—la guerre en permanence. Voilà ce qu'a produit le raffinement d'une civilisation qui a cru pouvoir remplacer le christianisme par le rationalisme et l'athéisme. En somme, l'ensemble des faits qui se sont accomplis pendant l'année 1871, rend de plus en plus opportune la solution du problème posé dès le commencement du siècle: L'Europe peut-elle se sauver sans redevenir chrétienne?

Nous coulons, de ce côté-ci de l'Atlantique, une existence beaucoup plus calme. Ce n'est pas que l'année ait été stérile; des événements très importants en ont marqué le cours. En première ligne vient le Traité de Washington, qui a réglé par l'arbitrage une difficulté qui était grosse de dangers et de périls pour l'avenir. Signé le 8 mai à Washington, il a été ratifié subséquemment par l'Angleterre et les Etats-Unis; les deux grandes nations sont satisfaites, surtout les Américains. En Canada, on a été aussi surpris que mécontent. Dans la question des pêcheries et de la navigation du St. Laurent, on considère que les intérêts de la Puissance ont été sacrifiés à l'avidité de nos voisins: toutefois, cette partie du Traité qui nous concerne n'aura de force qu'en autant que le Parlement Fédéral voudra bien la ratifier. On a parlé de compensations à être fournies par l'Angleterre. Les débats de la prochaine session nous révéleront tout.

La situation, aux Etats-Unis, est toute dorée, au dire de Grant, dans son message présidentiel du 4 décembre; le peuple est prospère, les relations avec toutes les nations étrangères sont excellentes et toutes fraternelles et les finances ne laissent rien à désirer.

"La dette nationale, dit Grant, a été réduite de \$8,557,126.80 durant l'année, par la négociation des bons nationaux à un taux d'intérêt moins élevé.

"L'intérêt sur la dette publique a été tellement diminué que maintenant le montant à prélever pour l'intérêt est de 17 millions de moins que le premier mars 1869."

En face d'un tel résultat, le Président croit devoir conseiller la réduction des taxes.

L'incendie de Chicago, la poursuite et l'arrestation des

démocrates qui volaient et pillaient le trésor municipal de New-York, le désarroi que la découverte de ces fraudes gigantesques ont jeté dans le parti démocrate, naguère si puissant, la réception si enthousiaste et si curieuse faite par la fière république au fils d'un despote,—le Grand duc Alexis,—sont des événements trop récents et trop près de nous pour mériter autre chose qu'une simple mention.

Notre ciel politique a été comparativement serein durant l'année qui vient de finir. Il y a eu peu de débats, peu de querelles, point de tempêtes; mais beaucoup de faits se sont produits, beaucoup de tendances se sont accusées. La Colombie Anglaise est entrée dans la Confédération; on s'est engagé à construire un chemin de fer du Pacifique sur notre territoire. Les explorations sont déjà commencées et dans un an il faudra poser la première lisse; dans huit ans, la Colombie anglaise et nos vastes possessions du Nord-Ouest seront en communication directe avec le reste de la Puissance.

La politique des chemins de fer et des chemins à lisses en bois a été vigoureusement poussée. L'on en fait et l'on va en faire partout; l'on en demande partout. Plusieurs ont été commencés en 1871; plusieurs autres en perspective ont fait un grand pas et seront probablement commencés au printemps.

Le résultat du recensement, si désastreux pour les Canadiens-Français, ne peut manquer de stimuler l'ardeur de nos hommes publics, comme il a déjà activé le mouvement manufacturier en provoquant la formation d'un Comité de la Chambre Locale pour étudier les moyens de développer nos ressources industrielles. La question se pose brutalement et il n'y a plus à l'éviter. Quelles que soient les causes de l'émigration des Canadiens-Français, il faut l'empêcher à tout prix, ou remplacer ceux qui s'en vont par une immigration française ou belge, ce qui est peut-être difficile, si non impossible. Autrement nous sommes noyés non seulement à Ottawa, mais nous sommes débordés même dans la Province de Québec. Mais le moyen?—Des chemins de fer, des communications partout, une éducation plus pratique pour améliorer la culture, augmenter nos richesses agricoles et fonder une industrie nationale.

Il ne faut pas, néanmoins, se désespérer; il ne faut pas, par un patriotisme mal entendu, par des impatiences et des excitations que ne justifient pas les circonstances et qu'une saine politique désapprouve, embrouiller la situation, compromettre l'avenir et tout livrer au hasard des luttes de parti. La nation ne pourra se sauver que par la nation. Au reste, nos hommes publics ont l'oreille au guet et comprennent la situation. Ils n'encouragent tant les chemins de fer que parce-qu'ils savent que les chemins doivent inévitablement amener le reste. Et si, plus tard, pour encourager et développer davantage une industrie que les besoins auront créée, il devient nécessaire d'élever le tarif, qui nous empêche de le faire? L'Angleterre, en enlevant son dernier soldat du sol canadien, nous dit qu'elle le fait pour nous laisser davantage la plénitude du *self-government*, et nous accoutumer à marcher tout seuls. Essayons donc. La tentative en vaudrait la peine, ne serait-ce que pour fermer la bouche à ceux qui prétendent qu'on ne pourra avoir ici d'industries que par l'indépendance ou l'annexion.

La crise ministérielle à Ontario couronne par l'agitation une année commencée dans le calme plat. L'administration *clear-grit* est formée, ayant M. Blake à sa tête; on dit qu'elle va être forte et qu'elle commandera ce que les anglais appellent *a good working majority*. Le contre-coup de cette révolution ne peut manquer de se faire sentir à Ottawa et d'y produire des complications dont personne ne peut encore exactement prévoir l'issue. Les libéraux du Bas-Canada sont dans la jubilation et croient voir de nouvelles chances d'arriver dans la victoire de leurs frères d'armes du Haut-Canada. Ils sont à s'agiter, à se réorganiser et à se préparer; ils taillent, ils coupent, ils émondent tout ce qui jusqu'ici a nui à la croissance de l'arbre et l'a tenu à l'état de frêle arbrisseau. On a tué "Le Pays," on va trancher la tête aux chefs, on va se mettre en règle avec l'Eglise et fonder un organe respectable. Tant mieux! L'alliance intime avec les libéraux du Haut-Canada donnera encore à ceux d'ici un autre avantage: elle les débarrassera des chimères de l'annexion et de l'indépendance, dont ne veulent pas du tout Brown, McKenzie, Blake et les autres.

Là-dessus ils ne céderont rien, et comme ils constitueront la grande majorité, ils imposeront nécessairement leurs idées à leurs alliés du Bas-Canada. Mais quand toutes ces heureuses transformations se seront opérées chez les libéraux du Bas-Canada, nous ne voyons plus du tout ce qui pourra les séparer des Conservateurs. Encore une fois, tant mieux! Ce sera le commencement de l'union complète des Canadiens-Français que nous rêvons depuis la Confédération et que nous croyons nécessaire à Ottawa.

J. A. MOUSSEAU.